

.....

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mardi, le 23 juin 2026
Douala, Immeuble siège

DISCOURS DU PRESIDENT DU GECAM
Monsieur Célestin TAWAMBA

.....

Monsieur Le Vice-Président du GECAM
Mesdames et Messieurs les Présidents et Présidentes
Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux,
Chers Adhérents,
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole cette année dans un monde méconnaissable. Un monde où les guerres se multiplient et se banalisent, où la loi du plus fort a relégué la diplomatie au second plan. Un monde où les grands accords qui garantissaient un minimum de prévisibilité ont volé en éclats, cédant la place à la force. Rien de tout cela ne nous est étranger : ces secousses remontent jusqu'à nos coûts, nos marchés et nos décisions d'investissement. C'est dans ce contexte, et dans un environnement national lui-même éprouvé, que notre Groupement a poursuivi sa marche et c'est de cette dynamique que j'ai l'honneur de vous rendre compte.

Depuis notre dernière Assemblée Générale, notre Groupement s'est enrichi de l'arrivée de nouveaux membres.

- De nouvelles entreprises,
- De nouveaux entrepreneurs,
- De nouvelles ambitions,
- De nouvelles énergies.

Dans le contexte particulier que traverse actuellement notre pays, leur choix de rejoindre le GECAM n'est pas anodin, car adhérer à une organisation patronale n'est pas un simple acte administratif.

C'est un acte de confiance...

- Confiance dans la capacité du secteur privé à faire entendre sa voix,
- Confiance dans la possibilité de transformer les difficultés en opportunités,
- Confiance, surtout, dans l'avenir économique du Cameroun.

Je voudrais donc leur souhaiter la bienvenue avec une émotion particulière, et leur dire avec sincérité, que leur présence parmi nous est un signal fort.

Permettez-moi également d'adresser nos remerciements aux administrateurs qui ont quitté leurs fonctions et le Cameroun. Au nom du GECAM, je salue leur engagement et la qualité de leur contribution à nos travaux. Je pense particulièrement à l'administrateur Amine Homman Ex-DG de ENEO. Nous lui souhaitons plein succès dans la suite de son parcours.

Dans le même temps, j'adresse une chaleureuse bienvenue aux nouveaux administrateurs qui nous rejoignent ; Il s'agit notamment de M. Wanda Matandela CEO de MTN Cameroon. Votre expérience et votre regard neuf seront des atouts précieux pour relever les défis qui nous attendent. La Directive Exécutive se fera le devoir de présenter de manière exhaustive toutes les entreprises qui nous ont rejoint lors de sa prise de parole, tout à l'heure.

Je voudrais également remercier nos partenaires institutionnels, nos invités ainsi que l'ensemble des chefs d'entreprise ici présents pour leur fidélité et leur confiance.

**Chers Adhérents,
Mesdames et Messieurs,**

C'est parce que notre Mouvement croit en son potentiel qu'il s'autorise à exprimer les préoccupations des créateurs de richesses.

C'est parce que nous croyons en l'avenir de ce **pays-continent** que nous continuons à réclamer les réformes qui permettront à son économie de libérer toutes ses forces.

Permettez-moi de partager avec vous l'évolution succincte de l'économie.

Sur le plan international :

Selon les dernières Perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds Monétaire International en avril 2026, l'économie mondiale a stagné en 2025, avec un rythme de croissance de 3,4 % en 2025, identique à celui de 2024, malgré un environnement international encore marqué par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes logistiques, les incertitudes sur les marchés des matières premières et le maintien de conditions financières relativement restrictives dans plusieurs grandes économies.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne :

L'Afrique subsaharienne continue d'afficher une résilience remarquable. Selon le FMI, la croissance économique de la région progresserait de 4,5 % en 2025 contre 4,2 % en 2024.

Cette performance confirme le potentiel du continent africain ainsi que le dynamisme de plusieurs économies portées par la consommation intérieure, l'urbanisation, les services et une diversification progressive des activités productives.

Toutefois, cette dynamique régionale demeure contrastée selon les espaces économiques africains.

Concernant la CEMAC :

La croissance économique de la CEMAC ralentirait à 2,6 % en 2025 contre 3,3 % en 2024, consolidant ainsi sa place de dernière zone économique au monde, tandis que celle de l'UEMOA atteindrait 6,4 % après 6,3 % en 2024.

Pour ce qui concerne le pays-continent le Cameroun :

La croissance économique du Cameroun est demeurée modérée, voire en légère baisse, régressant à 3,1 contre 3,5% en 2024 ; Deux fois moins que la Côte d'Ivoire

Le Cameroun affiche tout de même une performance supérieure à la moyenne de la CEMAC, mais demeure en dessous du rythme moyen observé en Afrique subsaharienne (environ 4%) et à l'évidence très faible pour permettre une croissance compatible avec l'objectif d'atteinte de l'émergence en 2035.

L'analyse de la croissance montre que cette stagnation s'explique principalement par le recul continu du secteur pétrolier. En effet, la branche extraction d'hydrocarbures enregistre une contraction de -6,9 % en 2025 après -9,7 % en 2024.

Cette réalité confirme progressivement un changement important dans la structure de notre économie : le principal moteur de croissance au Cameroun est depuis quelques années le secteur non pétrolier.

- **En ce qui concerne le secteur non pétrolier :**

Dans le secteur primaire, la croissance ralentit fortement, passant de 3,6 % en 2024 à 1,7 % en 2025. Cette évolution est principalement liée à la forte dégradation de la branche agriculture industrielle et d'exportation, dont la croissance chute de 8,7 % à -3,2 %.

Cette contre-performance pourrait s'expliquer notamment par la baisse des volumes exportés dans certaines filières comme le coton ainsi que les difficultés climatiques observées dans certaines zones de production.

En revanche, certaines branches du primaire demeurent relativement résilientes. L'agriculture vivrière progresse légèrement à 3,7 %, traduisant le maintien d'une demande intérieure soutenue en produits alimentaires. Les activités d'élevage, de chasse et de pêche enregistrent également une amélioration.

L'examen des performances récentes des principales filières agricoles d'exportation du Cameroun met en évidence des évolutions contrastées au cours de la campagne 2024/2025.

Alors que certaines spéculations stratégiques, notamment le cacao et le café, continuent de bénéficier d'un contexte international favorable marqué par la hausse des prix, d'autres filières, à l'instar du coton, font face à des contraintes de production et à un recul de leurs performances commerciales.

Parallèlement, les mouvements observés sur les importations de produits alimentaires de base traduisent les défis persistants liés à la sécurité alimentaire et à la réduction de la dépendance extérieure.

Alors que la production de cacao commercialisée au cours de la campagne 2024/2025 a été de 309 518 tonnes, une hausse inédite selon le CNCC, la quantité de cacao brute exporté a régressé de -9% par rapport à 2024, avec néanmoins une hausse des valeurs exportées de +18% ;

Quant au café, sa production commercialisée au cours de la campagne 2024/2025 était de 11 637 tonnes contre 10 562 tonnes pour la campagne précédente, avec une quantité brute exportée en baisse de - 2%, comparé à l'exercice précédent et une progression des valeurs exportées de l'ordre de +3,9% ;

En ce qui concerne le coton, pour une production effective de coton graine au cours de la campagne 2024/2025, de 286 000 tonnes contre un objectif de 400 000 tonnes, c'est une chute de -24% qui est enregistrée, concernant les quantités exportées en 2025 et - 29,8% pour les valeurs à l'export ;

Dans le même temps, une hausse des quantités importées de maïs de 4,5 % et une baisse des valeurs importées de -15,6 % est enregistrée au cours de l'exercice de référence.

Dans l'ensemble, ces résultats traduisent une résilience relative du secteur agricole camerounais dans un environnement économique international marqué par une forte volatilité des marchés des matières premières.

La progression des valeurs à l'exportation du cacao et du café, malgré le recul des volumes exportés, témoigne de l'effet favorable des cours mondiaux sur les recettes d'exportation et les revenus de la filière.

À l'inverse, la contre-performance du coton révèle la persistance de contraintes structurelles affectant la compétitivité et la productivité de certaines cultures industrielles.

En outre, la hausse des importations de maïs souligne la nécessité de renforcer les capacités de production locale afin de répondre durablement à la demande intérieure.

Ces évolutions confirment l'importance d'accélérer la transformation structurelle du secteur agricole, en améliorant la productivité, la valorisation locale des produits et la diversification des exportations, afin de consolider la contribution du secteur à la croissance économique et à la stabilité des comptes extérieurs du Cameroun.

- **En ce qui concerne le secteur secondaire :**

La croissance progresse légèrement de 1,7 % à 2,0 %, mais demeure encore insuffisante au regard des besoins d'industrialisation du pays.

Les industries extractives continuent de peser négativement sur l'activité économique avec une contraction de -6,3 % en 2025 après -9,1 % en 2024.

Les autres industries manufacturières ralentissent également, passant de 2,9 % à 2,2 %, traduisant les difficultés persistantes liées au coût de l'énergie, aux contraintes logistiques, à l'accès au financement et à la compétitivité globale de notre appareil productif.

Certaines branches affichent toutefois des performances encourageantes. Le secteur du BTP progresse à 4,8 % contre 4,3 % en 2024, porté notamment par les investissements publics et privés dans les infrastructures et l'immobilier.

Les activités d'eau et d'assainissement enregistrent également une forte progression à 6,4 %.

L'industrie agroalimentaire demeure certes en croissance en 2025, mais celle-ci connaît un net ralentissement, passant de 4,2 % en 2024 à 3,2 % en 2025. Cette baisse mérite une attention particulière dans la mesure où cette branche constitue l'un des principaux leviers de transformation locale, de création de valeur ajoutée industrielle et de substitution aux importations.

Ce ralentissement pourrait notamment s'expliquer par les difficultés d'approvisionnement en matières premières agricoles, la hausse des coûts de production, les contraintes énergétiques et l'augmentation des coûts logistiques.

- **Quant au secteur tertiaire :**

Il demeure le principal moteur de la croissance camerounaise avec une progression de 4,6 % en 2025 contre 4,2 % en 2024.

Plusieurs branches affichent un dynamisme remarquable :

- Les transports accélèrent fortement à 4,2 %, traduisant l'intensification progressive des échanges commerciaux
- Le secteur de l'information et de la communication poursuit sa forte expansion avec une croissance de 9,3 %, portée par la digitalisation croissante de l'économie et le développement des usages numériques.
- Les services financiers demeurent parmi les branches les plus dynamiques avec une croissance de 9,7 %, soutenue notamment par l'essor des services financiers numériques et du mobile money.
- L'hôtellerie et la restauration enregistrent également une nette amélioration à 6,3 %, reflet du dynamisme urbain et de la reprise progressive de certaines activités de services.

Pour ce qui concerne la dette publique :

La dette publique passe de 14 549 Mds à 15 416 Mds en un an, soit une augmentation de 6% du PIB tirée par une dette extérieure qui elle a augmenté de 7,4%, et la question de sa soutenabilité mérite d'être sérieusement questionnée.

Les investissements directs étrangers demeurent inférieurs à leur potentiel alors même que la compétition entre économies africaines pour attirer les capitaux internationaux s'intensifie.

Certains verront dans ces chiffres, un effondrement de notre économie, d'autres plus optimistes évoqueront des progrès en dessous de notre potentiel.

Quoiqu'il en soit, cette situation nous interpelle collectivement,

Car le rôle du GECAM n'est pas et ne sera jamais d'applaudir lorsque tout va bien et de se taire lorsque les difficultés apparaissent.

Notre responsabilité est plus exigeante.

Elle consiste à dire les choses telles qu'elles sont, avec objectivité, avec loyauté envers les Institutions de la République, mais également avec la franchise que nous impose notre devoir de représentation des entreprises camerounaises.

Chers Adhérents
Mesdames et Messieurs,

L'année écoulée aura été marquée par un contexte politique et institutionnel particulier, dont il nous paraît difficile de ne pas évoquer les conséquences sur la vie économique nationale.

Au lendemain de l'élection présidentielle et de l'investiture du Président de la République, le secteur privé nourrissait l'espoir légitime de voir s'ouvrir une nouvelle étape de l'action publique.

Non pas simplement une séquence administrative nouvelle,

- Mais une nouvelle dynamique,
- Une nouvelle impulsion,
- Une accélération des réformes attendues depuis plusieurs années,
- Un signal fort adressé aux investisseurs, aux entreprises et à l'ensemble des forces productives de notre pays.

Force est malheureusement de constater que cette impulsion tarde encore à se matérialiser...

Le Cameroun connaît aujourd'hui une situation singulière, caractérisée par une forme d'attentisme qui finit par affecter l'ensemble de la vie économique.

- Les décisions structurantes se font rares,
- Les arbitrages prennent du temps,
- Les projets, lorsqu'ils existent, avancent plus lentement qu'ils ne le devraient,
- Les administrations privilégient souvent la prudence à l'initiative, et les opérateurs économiques évoluent dans un environnement où la visibilité devient chaque jour plus difficile.

Cette situation n'est pas sans conséquence sur la confiance des investisseurs ni sur le moral des chefs d'entreprise.

Nous savons tous, y compris les décideurs politiques

- Que l'économie ne prospère jamais durablement dans l'attente,
- Que l'investissement a besoin de visibilité,
- Que l'innovation a besoin d'audace,
- Que l'entreprise a besoin de confiance,
- Que la croissance a besoin d'une direction clairement assumée, et
- Que le coût de la non-décision dépasse aujourd'hui celui de l'action.

C'est pourquoi le GECAM réitère son appel à une relance vigoureuse de l'action publique, en cohérence avec les ambitions exprimées au plus haut sommet de l'État et avec les attentes légitimes des acteurs économiques.

**Mesdames et Messieurs,
Très chers Adhérents,**

Notre démarche n'est ni politique ni partisane...
Notre choix est clair, il est celui du parti de l'Entreprise.

Elle procède de notre responsabilité de représentants des entreprises camerounaises.

- Nous ne demandons pas un changement de personnes,
- Nous appelons à un changement de trajectoire.
- Nous n'appelons pas nécessairement à une rupture institutionnelle,
- Nous appelons à une mobilisation renouvelée de toutes les énergies publiques au service du développement économique,

Car le Cameroun dispose de talents, d'entrepreneurs, de ressources et d'opportunités considérables. Le Cameroun ne saurait être un terrain d'essai. Encore faut-il que l'action publique crée les conditions permettant à ces forces de se déployer pleinement.

**Chers Adhérents,
Mesdames et Messieurs,**

Si nous insistons sur cette nécessité de redonner du souffle à l'action publique, c'est parce que notre expérience collective nous enseigne une vérité simple :

- Le Cameroun ne souffre pas d'un déficit de diagnostics,
- Le Cameroun souffre d'un déficit d'exécution,
- Les rapports existent,
- Les études existent,
- Les stratégies existent,
- Les plans existent,
- Les recommandations existent.

Depuis plusieurs décennies, les mêmes obstacles sont identifiés avec une remarquable constance.

- Nous connaissons les insuffisances de nos infrastructures,
- Nous connaissons les difficultés liées à l'énergie
- Nous connaissons les contraintes logistiques qui pèsent sur la compétitivité de nos entreprises,
- Nous connaissons les difficultés d'accès à l'eau,
- Nous connaissons les lourdeurs administratives qui ralentissent l'investissement,
- Nous connaissons les contraintes liées au financement des PME et l'accompagnement des champions nationaux,
- Nous connaissons les préoccupations récurrentes liées à la fiscalité, à la parafiscalité et aux délais de traitement de nombreuses procédures.

Nous connaissons pourquoi l'informel reste autant obèse ;

La question n'est donc plus de savoir ce qu'il faut faire.
La véritable question est désormais de savoir

- Comment faire plus vite,
- Comment faire mieux,
- Et surtout comment obtenir des résultats mesurables.

Le temps du diagnostic doit progressivement céder la place au temps de l'exécution...

Le temps des intentions doit laisser place au temps des réalisations...

Et le temps des promesses doit devenir celui des résultats.

Mesdames et Messieurs,

L'année écoulée nous a, à cet égard, apporté la preuve que des avancées sont possibles lorsque le dialogue, la méthode et la volonté sont réunis.

Je pense naturellement aux premières Rencontres Économiques du Cameroun organisées à Yaoundé les 26 et 27 février 2025.

Cet événement majeur a réuni près de 700 participants issus du secteur public, du secteur privé, du monde universitaire, des partenaires techniques et financiers ainsi que de la diaspora camerounaise.

Au-delà de son succès organisationnel, cette rencontre a surtout permis de faire émerger près d'une quarantaine de recommandations concrètes destinées à améliorer durablement la compétitivité de notre économie.

Pour la première fois depuis longtemps, un exercice collectif de réflexion stratégique a débouché sur un mécanisme structuré de suivi placé sous la coordination des Services du Premier Ministre.

Les résultats demeurent certes modestes au regard de l'ampleur des défis.

Mais ils démontrent qu'une méthode fondée sur la concertation, la responsabilité et l'évaluation régulière des progrès peut produire des effets tangibles.

Ainsi, la réforme du cadre légal des incitations à l'investissement est désormais une réalité.

Ainsi également, des cadres permanents de dialogue entre le secteur privé, l'administration fiscale et l'administration douanière ont été mis en place.

Ces avancées ne résolvent pas tout.

Mais elles démontrent que lorsque l'État et le secteur privé travaillent ensemble autour d'objectifs clairement définis, les blocages peuvent être levés.

Chers Adhérents,

C'est précisément cette culture du résultat que nous appelons de nos vœux, Car au fond, la question essentielle n'est pas de savoir combien de stratégies nous sommes capables d'élaborer.

La question essentielle est de savoir combien d'entre elles produisent effectivement des résultats visibles pour les citoyens et pour les entreprises.

Dans un monde où les économies se livrent une concurrence acharnée pour attirer les capitaux, les talents et les technologies, la qualité de la gouvernance est devenue un facteur majeur de compétitivité.

- Les investisseurs regardent les infrastructures,
- Ils regardent l'approvisionnement énergétique et son coût
- Ils regardent la fiscalité,
- Mais ils regardent surtout la capacité d'un pays à décider, à exécuter et à tenir ses engagements. On investit dans un pays qui décide et non dans un pays qui attend.

C'est sur ce terrain que se jouera une part importante de l'avenir économique du Cameroun.

Et c'est sur ce terrain que le GECAM continuera d'apporter sa contribution avec responsabilité, indépendance et patriotisme.

Mesdames et Messieurs,

Notre exigence de résultats n'est pas une préoccupation abstraite...

- Elle se mesure chaque jour dans la vie de nos entreprises...
- Elle se mesure lorsqu'une unité de production doit ralentir son activité, voire l'arrêter, faute d'un approvisionnement énergétique suffisant...

- Elle se mesure lorsqu'un transporteur met davantage de temps à acheminer ses marchandises en raison de l'état de certaines routes ou de la congestion de certains quais de pesage...
- Elle se mesure lorsqu'une entreprise diffère un investissement, non pas faute d'ambition, mais faute de visibilité...
- Elle se mesure enfin lorsque des projets créateurs d'emplois attendent des décisions qui tardent à intervenir.

Derrière chacune de ces situations, ce ne sont pas seulement des indicateurs économiques qui sont en cause.

- Ce sont des emplois,
- Ce sont des investissements,
- Ce sont des recettes fiscales pour l'État,

Ce sont des opportunités de croissance pour notre pays.

Chers Adhérents,

Comment ne pas évoquer quelques évènements particuliers ayant marqué l'année écoulée ?

Je pense notamment aux tensions observées autour des opérations de scanning des marchandises au Port de Douala.

Cette situation a suscité de légitimes préoccupations chez les opérateurs économiques en raison des perturbations qu'elle engendrait dans la chaîne logistique et des coûts additionnels qu'elle faisait peser sur les entreprises.

Heureusement, grâce au dialogue engagé entre les différentes parties prenantes, des solutions ont pu être trouvées.

Cette expérience mérite d'être méditée.

Elle démontre qu'aucune réforme durable ne peut être conduite sans concertation avec les acteurs économiques qui en supportent quotidiennement les conséquences.

Je pense également à la renationalisation d'ENEO, qui constitue sans aucun doute l'un des faits économiques marquants de ces derniers mois.

Au-delà des appréciations que chacun peut porter sur cette décision, elle rappelle une réalité fondamentale :

L'énergie demeure aujourd'hui l'un des principaux déterminants de la compétitivité de notre économie.

Notre ambition collective ne peut être de gérer les difficultés du secteur énergétique.

Notre ambition doit être de créer les conditions d'un accès durable, fiable et compétitif à l'énergie pour les entreprises comme pour les ménages.

Car il n'y aura ni industrialisation accélérée, ni transformation structurelle de notre économie, ni attractivité durable pour les investisseurs sans une réponse forte à la question énergétique.

Mesdames et Messieurs,

Malgré les difficultés que nous venons d'évoquer, nous avons de bonnes raisons de demeurer profondément confiants dans l'avenir de notre pays.

- Confiants dans la capacité des entrepreneurs camerounais à continuer d'investir, d'innover et de créer de la valeur,
- Confiants dans le potentiel exceptionnel de notre économie,
- Confiants enfin dans notre capacité collective à relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Le Cameroun dispose de ressources considérables...

Le Cameroun dispose d'un secteur privé dynamique...

Le Cameroun dispose d'une jeunesse talentueuse et ambitieuse...

Tout est donc réuni pour réussir.

À condition que nous sachions collectivement transformer nos ambitions en actions, nos stratégies en résultats et notre potentiel en prospérité.

C'est dans cet esprit que le GECAM poursuivra son engagement au service des entreprises, du dialogue public-privé et du développement économique de notre pays.

Je voudrais d'ores et déjà vous donner rendez-vous à la prochaine édition des Rencontres Économiques du Cameroun prévue au premier trimestre de l'année 2027.

Cette deuxième édition qui se tiendra les 17 et 18 février 2027, sera consacrée à un sujet majeur pour l'avenir de notre économie et l'Emergence 2035 : **LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS.**

Parce que l'attractivité ne se décrète pas.
Elle se construit.

Et parce que le Cameroun mérite de prendre toute sa place parmi les grandes destinations d'investissement du continent africain.

Je vous remercie de votre aimable attention.